



# ON A FAIM



**Faisons leur payer l'addition...**

## Edito

### Parti « socialiste » ? Un mot de trop

Ce que l'UMP n'a pas osé faire, le PS le fait! Après 2 ans au pouvoir le PS nous a prouvé qu'il n'a nullement échoué mais au contraire totalement réussi: défendre les intérêts du patronat plus efficacement que la droite. Pour 2014, le président a annoncé le plus grand cadeau fiscal de toute la 5e république: 30 milliards d'euros d'exonération de cotisations d'ici 2017 grâce au «pacte de compétitivité». Sans compter les 20 milliards déjà offerts en novembre 2012. L'unique différence avec la droite? La teneur des promesses électorales, l'un déclare «être le président du pouvoir d'achat», l'autre déclarant que son «véritable ennemi est la finance» mais le fond reste exactement pareil: les mêmes réformes, pour servir toujours la même classe. Celle du MEDEF et du patronat. Soulignons que ces réformes sont toujours élaborées par les instances patronales et mises en place par le gouvernement (le «pacte de responsabilité» rappelle étrangement le dispositif nommé «pacte de confiance», proposé par le MEDEF en novembre 2013).

Bref les cadeaux faits par Hollande pour les grands possédants ne les empêchent pas de licencier. Auchan par exemple, touche 120 millions d'euros au nom du CICE (Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi) et en même temps licencie 300 personnes. Chez Renault, l'ANI (voir notre article ci-contre) a pour conséquences le blocage des salaires pour 3 ans et une destruction de 7500 emplois d'ici 2016! En fait, jamais le patronat ne s'est jamais aussi bien porté. La crise à bon dos: des bénéfices pour eux et des sacrifices pour nous! La destruction de nos droits et de nos conditions de vie et tout ça pour quoi? Pour que l'emploi soit sauvegardé? Mais ni les 13 milliards d'euros donnés par le gouvernement à Peugeot Citroën ni ceux fournis à Renault n'ont permis de sauver les emplois. Les sacrifices faits par les travailleurs ne sont nullement ce qui permettra de sauver nos emplois, au contraire! Les cadeaux pour les riches signifient la précarité croissante pour notre classe sociale, qu'on soit chômeur-e-s, retraité-e-s ou salarié-e-s avec ou sans papier.

D'un autre côté le FN joue sur le désespoir national impulsé par cette fausse gauche. Ce parti fait son beurre en désignant des boucs émissaires. Il divise les classes populaires, jouant ainsi le jeu des plus puissants. L'état sauve le patronat en lui versant des milliards d'euros, supprime toute protection sociale aux travailleurs qui seront ensuite licenciés, et ce seraient les Rroms, les immigrés, les jeunes de banlieues le danger? La démagogie du FN vaut largement celle du PS! Rappelons au passage que le représentant FN de Chelles n'est pas moins qu'un chef d'entreprise d'une société civile immobilière et d'une boîte de com! Derrière son fameux slogan UMPS, l'extrême-droite reste le pire ennemi des salarié-e-s: favorable à la diminution des cotisations patronales (qui financent le système de santé et de protection sociale); à l'«assouplissement» du code du travail permettant de licencier plus facilement, le FN s'inscrit totalement, malgré ses discours, dans le sillon des politiques d'austérité et dans une logique libérale.

Les gouvernements passent, les problèmes restent. Alors qu'est ce qui nous reste? Il est clair que nous n'aurons que ce que nous prendrons et que seule la lutte paye! A Caen les ouvrières de l'entreprise «Jeannettes» occupent leur usine et produisent sans patron: si c'est nous qui produisons à nous de décider. Partout fleurissent dans le monde des luttes autogestionnaires dans les quartiers ou dans les usines, basées sur le pouvoir décisionnel de tous. Les étudiants sont attaqués par la casse de l'université, les chômeurs traqués par les pôles emplois, les Rroms sont discriminés et chassés, les travailleurs français ou immigrés attaqués dans leurs droits sociaux. La casse du service public s'accélère. A nous de répondre ensemble et imposer la société que nous voulons: reprenons nos outils et nos usines, gouvernons nos quartiers, répartissons les richesses et construisons ensemble une société sans exploitation et sans état.

### LES REQUINS DE LA FINANCE ONT TOUJOURS FAIM

HEUREUSEMENT IL Y A HOLLANDE

## Laurence (Parisot) aime les sucettes, les sucettes à l'ANI

On travaille pour se loger, se nourrir, se divertir des fois, mais on ne travaille pas pour le plaisir.

Ca peut sembler idiot de le rappeler mais il faut commencer par ça, à la base travailler ça fait chier! On le fait pas pour nous ni pour nos proches, on se vend pour pouvoir répondre à nos besoins. L'employeur est là quand à lui pour t'utiliser, tu es sa main d'œuvre, il compte sur toi pour gagner sa vie, et si possible correctement! Donc plus tu travailles et plus il s'enrichit alors si tu comptes sur lui pour améliorer tes conditions de vie ou tu es complètement con ou tu souffres d'une forme particulièrement rare de masochisme.

Quoi qu'il en soit il y a des lois pour te protéger un minimum dans tes relations de subordonné.

Quand un organisme patronal signe un accord avec le sourire il faut déjà te méfier un tant soit peu et quand il est adoubé par un gouvernement social démocrate et par une opposition de droite et d'extrême droite UMP et FN, là, si tu transpires abondamment, c'est normal ça s'appelle la peur.

Figure-toi que c'est ce qui c'est passé le 11 janvier 2013: trois instances patronales MEDEF UPA CGPME ont signé un merveilleux accord avec trois syndicats très très à gauche comme tu peux bien l'imaginer, la célèbre CFDT suivi de la CFTE et la CFE-CGC, représentants dignes de 38% des salariés sûrement un peu perdus. Les faits ont eu lieu il y a un an et les conséquences de cette ratification par la loi du 14 juin 2013, dite «relative à la sécurisation de l'emploi», prendront effet au fur et à mesure. Cette

merveille s'appelle l'ANI: Accord National Interprofessionnel.

L'énumération de toutes les atteintes aux droits du travail risque d'être un petit peu longue mais en bref:

Mobilité interne «volontaire» et sans limite de distance (à l'autre bout de la France par exemple). Si c'est signé par un syndicat mais que pour toi ça colle pas, c'est un licenciement pour cause réelle et sérieuse donc sans indemnités!

En cas de difficultés dans l'entreprise (la crise la conjoncture gnagnagna... et je t'embrouille «il faudra baisser les salaires pour garder vos emplois») c'était déjà possible mais pendant 1 an, ça passe à 2, avec au final un plan social (Continental par exemple).

En cas de plan social, plus de critères de licenciement. Avant on tenait compte de la charge de famille, de l'âge, des difficultés sociales. Fini. Maintenant ils se baseront sur des critères de compétences, à la gueule du client en définitive (le gros, le noir, la maigrichonne qui tousse, le syndicaliste au chomdu...).

Voilà pour trois points, sur les 27 articles, réjouissant n'est-il pas! Et je ne vous parle pas de l'explosion des CDD, de l'intérim, de la précarité au travail: que du bonheur.

Pour plus de détail voir:

Le blog de Gérard FILOCHE

La rubrique «Infos juridiques» du numéro 6 de notre bulletin: <http://onafaim-cnt.blogspot.fr/p/bulletin-on-faim.html>.

## PERMANENCE SYNDICALE

### INFOS LOCALES

★ Informer pour Révolter!



<http://onafaim-cnt.blogspot.fr>

La permanence syndicale animée bénévolement par des syndicalistes de la CNT est lieu d'échanges, et d'actions collectives. Vous pouvez passer pour vous informer sur les contrats de travail (CDI, CDD, Contrats Avenir, Intérim...), sur les recours face à un licenciement ou une sanction disciplinaire... Inscrit au Pôle Emploi, vous venez de recevoir un avis de radiation; vous galérez pour toucher le chômage ou le RSA... Vous souhaitez avoir des conseils sur la manière d'obtenir une formation de votre employeur, du Pôle Emploi, de la région ou du département... Venez vous renseigner, nous rencontrer pour connaître et faire appliquer vos droits.

**TOUS LES MERCREDIS DE 18H à 20H**  
au 1 bis, impasse Emilie, 77500 Chelles (à 200m du RER Chelles)  
contact: 06 59 38 95 58 - [ul.chelles.mlv@cnt-f.org](mailto:ul.chelles.mlv@cnt-f.org)

# L'EXPULSION DE LA CNT

## INFOS JURIDIQUES

### Le salaire socialisé c'est quoi ?

#### La droite en a rêvé, la gôche réussira-t-elle?

Le terme de gentrification désigne une forme particulière d'embourgeoisement qui transforme la composition sociale des quartiers populaires, comme le bâti et l'espace public, par l'éviction des classes populaires du centre-ville. La gentrification devient une stratégie politique locale à part entière dans le contexte général du néo-libéralisme et de la compétition internationale entre les villes.

A Paris, depuis Haussmann, les pouvoirs publics ont cherché à valoriser ou revaloriser le centre, favorisant la gentrification selon différentes modalités. Aujourd'hui, les politiques publiques parisiennes témoignent de cette volonté tout en cultivant une certaine ambiguïté quant à leurs objectifs et leurs destinataires. Le renouveau de l'action publique promu par la gauche à Paris depuis 2001 n'est pas en mesure d'arrêter le processus de gentrification dans l'habitat et contribue au contraire à l'accompagner. L'objectif affiché de mixité sociale est utilisé pour favoriser la gentrification des quartiers populaires. (1)

#### Première phase de résistance sociale

La première offensive lancée par la Mairie de Paris à l'encontre du 33 rue des Vignoles date de 1994. Le maire RPR de Paris, Jean Tibéri, décide d'expulser les locataires, c'est-à-dire la CNT Française, la CNT Espagnole en exil qui regroupe les anciens de la révolution espagnole de 1936, mais également des artistes dont les ateliers sont là depuis plusieurs années, l'Association culturelle Flamenco en France présente depuis 1984, ainsi qu'un artisan. La mairie vient tout juste d'acquérir le lieu qui appartenait à un propriétaire privé, et auquel un loyer était régulièrement payé. L'objectif de la municipalité est double : céder cet espace à cette race particulière, « les prédateurs du béton » qui ont les dents longues et les poches profondes, et extirper du paysage syndical et social de la capitale cette verrue autogestionnaire implantée dans un quartier encore populaire, insérée dans les luttes sociales et porteuse d'un projet anticapitaliste.

L'ensemble des occupants organise alors une résistance collective, constituant une association, « Les Pas Sages des Vignoles ». Deux années de guérilla sociale plus tard, d'initiatives sur le quartier, de réunions publiques, la mobilisation culmine avec l'organisation d'une manifestation en direction de l'Hôtel-de-Ville de Paris qui regroupera entre 1500 et 2000 personnes. Temps fort de ce combat qui se solde par un **recul de la droite alors au pouvoir**. Un article dans Le Monde rend hommage à certains des locataires du 33, ceux qui, dans le prolongement de la lutte contre le franquisme, ont, en

1939, poursuivi la lutte en combattant contre le nazisme. Au sein de la division Leclerc qui libère Paris en août 1944, deux sections de la 9ème compagnie, appelée « la Nueve », pénètrent dans la capitale le 24 août (2). Cette compagnie comprend 146 républicains espagnols sur 160 hommes. Parmi eux, de nombreux anarcho-syndicalistes.

#### La CNT à nouveau menacée !

Le maintien dans les lieux assuré, s'ouvre alors une période de négociations pour trouver un accord sur les modalités pour déterminer un nouveau loyer en intégrant les spécificités des locataires. Ces échanges sont stoppés de manière unilatérale le 14 octobre 2013 par un courrier du nouveau directeur de cabinet du maire de Paris qui décrète que la CNT n'a pas les moyens de financer les travaux et qui sort de son chapeau la notion de dangerosité quant au maintien dans les locaux des occupants actuels. Une proposition de relogement est même faite. Cette proposition est rejetée par les syndicats de la CNT de la région parisienne. Indépendamment de la manière utilisée par le cabinet du maire de Paris, qui ne propose même pas un entretien pour débattre du sujet, ce qui est en jeu va bien au-delà d'un simple relogement.

**Défendre un espace syndical et social autogéré, un lieu de la mémoire combattante, un carrefour internationaliste, une pratique culturelle et intellectuelle alternative, une ouverture sur le quartier, un présent porteur d'un avenir non soumis aux lois de la marchandise.**

En cette période où les nécessités économiques patronales alimentent le social-patriotisme de la gauche au pouvoir, où le racisme et la xénophobie ont pignon sur rue, la préservation d'un lieu vivant fonctionnant sous la bannière d'une humanité « sans patrie ni frontière » est un impératif du combat anticapitaliste. Nous vous invitons à amplifier l'élan de solidarité militante autour de cet espace autogéré par des dons ponctuels à adresser à : Commission Locaux, URP CNT, 33 rue des Vignoles 75020 Paris. Chèque à l'ordre de CNT-SL.

Pour plus d'infos: Union régionale parisienne des syndicats CNT - <http://www.cnt-f.org/urp> - [br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)

(1) « Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris » d'Anne Clerval et Antoine Fleury, 2009, <http://espacepolitique.revues.org/1314>

(2) « La Nueve, 24 août 1944, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris », d'Evelyn Mesquida, traduit de l'espagnol par Serge Utgé-Royo, Cherche-Midi éditeur. 18€ + 4€ de port auprès du service-librairie de la CNT, 33 rue des Vignoles 75020 Paris.

Sur une fiche de paie, une partie du salaire est payée individuellement aux salarié-es, c'est le salaire net (ou salaire direct). L'autre partie, formée de cotisations sociales (le salaire indirect ou salaire socialisé), est versée dans les différentes caisses (sécurité sociale (branche maladie et retraite) UNEDIC, etc.) elle est immédiatement transformée en prestation sociale. Cette cotisation sociale, représente environ 40 % du salaire brut. C'est donc le salaire socialisé qui finance en partie la protection sociale.

Il permet la reconnaissance sociale de toutes les situations des travailleurs-euses et de prendre en compte les aléas de la vie. Qu'ils soient actifs, précaires, chômeurs, retraités, les salariés sont reconnus en tant que travailleurs : le chômeur indemnisé comme un salarié demandeur d'emploi, le retraité comme un salarié pensionné.

Cet aspect pose comme principe la solidarité entre les travailleurs-euses. Le salaire socialisé est géré par un système de répartition entre travailleurs, dans lequel l'État ne devrait pas avoir son mot à dire. Quand l'État intervient dans le domaine du social, il le fait par l'impôt, toujours dans une logique d'« assistanat » qui stigmatise les plus précaires. En revanche, dans la logique de la cotisation sociale, le chômeur est un « salarié inactif », dont le revenu doit être maintenu en attente de retrouver une activité.

La cotisation est une arme économique au service des travailleurs-euses. Elle permet de financer les retraites, les allocations familiales, les remboursements des frais médicaux de millions de salarié-es.

## CNT c'est quoi ? Confédération nationale du travail

**UN SYNDICAT** Parce que le syndicat est une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

**DE COMBAT** Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE** Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes.

**SOLIDAIRE** Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée.

**ANTICAPITALISTE** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement. Un projet révolutionnaire.

# LA GUERRE DES UNIVERSITES

A Champs-sur-Marne, l'Université Paris-Est de Marne-la-Vallée (UPEM) s'agite. D'un côté, les personnels courent tête baissée : manque d'effectif, problèmes de gestion interne, changements permanents des formations, course aux financements privés. De l'autre côté, la direction lève la tête et rêve en grand : l'UPEM et l'université de Créteil ne feraient plus qu'une grosse Université qui serait le centre de la future Communauté « Université Paris-Est ». L'État ne financera que les Communautés et chacune distribuera les sous à ses membres donc il vaut mieux être parmi les plus gros pour avoir sa part. C'est la guerre des universités.

#### L'Université gonfle, gonfle... et dedans, les êtres humains explosent

Les travailleurs et étudiant-es de l'UPEM voient qu'ils-elles ne courent pas dans le même sens que leurs chefs. Ils-elles se posent une question simple : à quoi ça sert d'être plus gros ? A part gagner une quadruple bureaucratie : celle de Marne, celle de l'Université Marne-Créteil, celle de la Communauté Paris-Est et celle de l'État. A part coûter des millions chaque année (une fusion sert à conquérir le monde mais pas à faire des économies : la guerre c'est pas économique). A part dégrader les conditions de travail et d'étude (on ne mutualise pas les imprimantes, on mutualise les personnels et les étudiant-es, et en période d'austérité, de sous-effectifs et de déficit, ça va faire du dégât).

Pourtant, il y a des alternatives sans même parler de désobéir à la loi : la fusion n'est pas obligatoire et la Communauté peut être remplacée par une Association sans chef de file ni bureaucratie. Lentement mais sûrement, les personnels administratifs, les enseignant-es et les étudiant-es commencent à dire que ça suffit et à le dire fort.



#### Les gouvernements changent, la privatisation de l'université continue

Attention, si les résistances sont locales, le problème vient du gouvernement avant d'être relayé par les chefs locaux. On s'aperçoit que le nom du parti au pouvoir ne change rien. Les problèmes et les projets de l'UPEM sont les mêmes avec Sarkozy ou Hollande car ces deux-là font la même politique.

L'UPEM avait applaudi la loi Pécresse et le pouvoir qu'elle donnait à son président : « On va choisir l'autonomie budgétaire (mais sans gérer l'immobilier, on est raisonnable) et on évitera la bureaucratie de l'État. » Résultat : plusieurs millions d'euros de déficit. Aïe. Mais c'était Sarkozy : mettre en concurrence les universités (alors qu'elles devraient coopérer) puis les privatiser en diminuant les subventions. Sarkozy se félicitait alors de n'embaucher qu'un fonctionnaire quand deux partaient en retraite. Ça change ? Non, ça continue, en pire. Hollande n'embauche presque plus de fonctionnaire à l'université. Il dit regretter cette « nécessaire » austérité mais après avoir trouvé des milliards pour les banques, il trouve des milliards pour les entreprises, surtout pour les grosses. Pendant ce temps, la direction de l'UPEM se réjouit du pouvoir qu'elle aura dans la Communauté des bureaucraties où les personnels et étudiant-es laissent leur place déjà modeste au profit des futurs financeurs de l'université, entreprises et collectivités locales. Il faut attraper les gros sous.

L'UPEM avait déjà rajouté Paris-Est à son nom pour montrer au monde qu'elle formait l'Université Paris-Est (avec d'autres, certes). C'était la « politique de l'excellence » de Sarkozy : quelques grosses universités sont hyper subventionnées et les autres se débrouillent ou disparaissent. Ça change ? Non, ça continue : « On va former une grosse université dans une très grosse Communauté (mais sans compétences, on est raisonnable) sinon on va disparaître de la carte. » La grenouille qui se voulait aussi grosse que le bœuf, à la fin de la fable, elle explose. En attendant, ce sont les êtres humains de l'université qui explosent.

#### La Cité Descartes : la guerre économique en marche

Enfin, on ne peut pas parler de l'UPEM sans dénoncer la destruction répétée, absurde et inhumaine, des maisons de fortune de la Cité Descartes, « pour le bien » des familles qui y vivaient. Là aussi, ça continue, en pire : Valls incite à la haine des Roms et les expulse deux fois plus que Sarkozy. Entre la privatisation de l'université et le racisme d'État, la Cité Descartes révèle la cohérence des gouvernements successifs : mobilisation générale pour la guerre économique c'est-à-dire construire des machines (de guerre) bureaucratiques toujours plus grosses, en donner le commandement aux grosses entreprises, envoyer au combat les travailleur-ses à force d'austérité, de bureaucratie et de concurrence, éliminer celles et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas servir cette armée.



Armée qui se veut avant tout efficace et n'a plus besoin d'autre objectif que la victoire économique. Le bien-être, la dignité, les droits humains, l'égalité-liberté-fraternité, la justice, l'autonomie, la démocratie, l'écologie ? Plus besoin de principes moraux pour nous guider : tout découlera de notre victoire. Galeano l'Uruguayen nous prévient : dans une guerre, la seule chose immorale, c'est l'inefficacité. « Tu ne veux pas de ce boulot sous-payé ? Tu devrais avoir honte ! Tu refuses ces ordres débiles, ce rôle de petit chef, cette course folle, ces injustices, ces miettes indécentes, cette haine de l'autre ? Comment oses-tu ! ? » Il est temps d'oser dire non à la guerre économique. Il est temps de refuser d'être les petits soldats qu'on sacrifie « pour leur bien ». Il est temps de défendre d'autres principes. Découvrons-nous résistants, organisons la mutinerie et luttons ensemble.